

PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE ET DES
COLLECTIVITES
TERRITORIALES

Cergy-Pontoise, le

Bureau de
l'Environnement et du
Développement Durable

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté complémentaire N° A 10 366

Société Routière de l'Est Parisien

au PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL AUBRY et ECOUEN

**Le Préfet du Val d'Oise,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1971 autorisant la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P – à exploiter un dépôt de déchets ménagers en décharge contrôlée sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009 ;
- VU le rapport du 28 octobre 2009 de la Société CADET International ;
- VU le courrier du 15 décembre 2009 par lequel la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P – précise les caractéristiques des casiers N° 7 et N° 8 nouvellement délimités et les modifications de phasage d'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT - LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN ;

- VU la lettre du 25 février 2010 par laquelle l'exploitant transmet un tableau de synthèse de la modification du phasage d'exploitation et les nouvelles caractéristiques des casiers N° 7 et N° 8 ainsi qu'un plan du site présentant les nouvelles limites de chaque casier ;
- VU le courrier électronique du 8 mars 2010 de la Société Routière de l'Est Parisien - R.E.P - ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France en date du 23 avril 2010 ;
- L'exploitant entendu ;
- VU l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 20 mai 2010 ;
- VU la lettre préfectorale du 26 mai 2010 adressant le projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant lui imposant des prescriptions techniques complémentaires en vue d'encadrer les modifications qu'il envisage d'apporter aux casiers N° 7 et N° 8 implantés sur le centre de stockage de déchets non dangereux du PLESSIS-GASSOT et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;
- VU la lettre du 4 juin 2010 par laquelle la Société Routière de l'Est Parisien précise qu'elle n'a aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis ;
- **CONSIDERANT** que la demande de modification du phasage d'exploitation des casiers N° 7 et N° 8 du 15 décembre 2009, complétée par courrier du 25 février 2010 et par courrier électronique du 5 mars 2010 constitue le porter à connaissance prévu à l'article R.512-33 du code de l'environnement relatif à toute modification projetée d'une installation existante ;
- **CONSIDERANT** que la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P – a précisé qu'un nouveau merlon hydraulique de séparation entre le casier N° 7 modifié et le nouveau casier N° 8 sera constitué conformément aux prescriptions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- **CONSIDERANT** que l'exploitant a indiqué que ce nouveau découpage n'implique aucune modification en ce qui concerne le volume de stockage des déchets, le montant des garanties financières et la remise en état finale des casiers et que les modifications portent uniquement sur un changement dans la répartition des surfaces des casiers N° 7 et N° 8, de leur capacité de stockage et de leur durée d'exploitation ;
- **CONSIDERANT** que par courrier électronique du 8 mars 2010 l'exploitant précise que la différence constatée sur la surface totale de ces casiers s'explique notamment par le fait que les surfaces indiquées dans le dossier de demande d'autorisation étaient estimées alors que celles indiquées dans le courrier du 25 février 2010 précité ont été relevées par des géomètres sur le site, suite aux aménagements réalisés ;

- **CONSIDERANT** que la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P – a précisé également que la continuité des aménagements des barrières de protection passive et active sur le fond et les flancs entre les casiers N° 7 et N° constitués conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié précité, contribueront à limiter les risques de nuisance et de pollution des eaux souterraines et de surface ;
- **CONSIDERANT** que dans son rapport du 28 octobre 2009 la Société CADET International a conclu à la conformité réglementaire des barrières de sécurité active et passive, des aménagements de la nouvelle partie du casier N° 7 concernant la collecte des lixiviats et des conditions préalables au démarrage des opérations de stockage des déchets ;
- **CONSIDERANT** que la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P – devra fournir un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation avant tout dépôt de déchets au sein du nouveau casier N° 8 conformément à l'article 8.1.3.3. des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2006 ;
- **CONSIDERANT** que les modifications demandées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires à ceux décrits dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation du 5 décembre 2005 modifiée le 23 janvier 2006 tels que mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;
- **CONSIDERANT** que, compte tenu de ce qui précède, il convient, conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, d'imposer à la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P - des prescriptions techniques complémentaires pour encadrer notamment la modification du périmètre des casiers N° 7 et N° 8 sur le site du centre de stockage de déchets non dangereux implanté sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL- AUBRY et ECOUEN ;
- **SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE -

Article 1er – Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, les prescriptions techniques complémentaires annexées au présent arrêté sont imposées à la Société Routière de l'Est Parisien – R.E.P - pour les installations exploitées sur le territoire des communes du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN, en vue d'encadrer les modifications apportées aux casiers N° 7 et N° 8.

Article 2 – En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement :

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de ces mairies pour être maintenue à la disposition du public. Les maires établiront un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la Préfecture.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Un extrait de l'arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

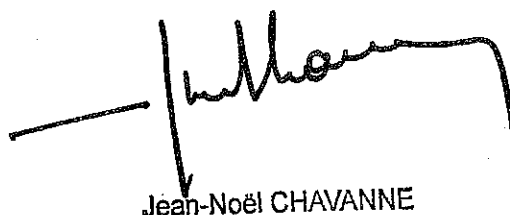
1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France et les Maires du PLESSIS-GASSOT – LE MESNIL-AUBRY et ECOUEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le 10 JUIN 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet du Val d'Oise
Le Secrétaire Général



Jean-Noël CHAVANNE

Société Routière de l'Est Parisien

AU

PLESSIS-GASSOT

**Prescriptions techniques
complémentaires
annexées à l'arrêté préfectoral**

du 10 juin 2010

ARTICLE 1 :

L'article 8.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 est modifié. Les modifications portent sur le remplacement du premier tableau figurant dans cet article relatif à la superficie des casiers et aux hauteurs de comblement.

«

- Poursuite de l'exploitation de stockage des déchets

	Casier 6	Casier 7	Casier 8
Superficie	9,7 ha	16,2 ha	4,1 ha
Hauteur moyenne de remblaiement de déchets	24 mètres	24 mètres	23 mètres

»